

CONTRE LA PANDÉMIE DU CAPITAL RÉVOLUTION SOCIALE !

Le capitalisme est en train d'instaurer un régime de terreur et de répression dans le monde entier dans le cadre d'une opération sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Confinement de régions, de villes et de pays entiers, confinement massif d'êtres humains contraints de rester enfermés chez eux, suspension des misérables droits du citoyen, surveillance, suivi et traitement des mouvements de la population par toutes sortes de technologies (smartphones, *big data*, intelligence artificielle...), licenciements massifs, application de l'état d'urgence, de l'état d'alerte, de l'état de siège, etc. Partout dans le monde, nous assistons à une militarisation élargie des rues afin de contrôler et réprimer tout mouvement non autorisé. Nous voyons également les yeux de l'État se multiplier à travers des citoyens soumis et effrayés qui surveillent la moindre petite infraction ou remise en cause des décrets imposés par l'État.¹

Pour étayer ce scénario, les porte-parole de l'État nous étouffent avec des données sur la propagation de ce que l'OMS a appelé la « pandémie du COVID-19 ». La diffusion du nombre de personnes infectées, hospitalisées et décédées, ainsi que des taux de mortalité et des prévisions de contagion, accompagnée d'images d'hôpitaux pleins à craquer et de convois de corbillards faisant la queue à la morgue, se succèdent frénétiquement sous nos yeux avec force détails, tandis qu'un défilé constant de politiciens, de scientifiques, de militaires et de journalistes nous plongent dans une guerre contre un ennemi extérieur appelé le *coronavirus*, présenté comme le plus grand ennemi de l'humanité, comme une pandémie qui met en danger la vie des êtres humains.

Nous tenons à préciser qu'en disant cela, nous ne prétendons pas que ce qu'on appelle COVID-19 n'existe pas ou qu'il s'agit d'une pure création idéologique de l'État. Ce que nous essayons d'expliquer tout au long de ce texte, c'est que la pandémie est utilisée comme un outil de contre-insurrection et de restructuration capitaliste, que ce qui nous est vendu comme solution est bien pire

¹ Précisons que malgré l'état d'urgence et le confinement, déclaré dans des dizaines de pays dans le monde, le capital continue à maintenir en activité les secteurs productifs qu'il juge nécessaires, obligeant les prolétaires de ces secteurs à aller travailler et les confinant à domicile immédiatement après. Même dans les pays où la production et la circulation sont les plus paralysées, le décret sur « le travail dans les secteurs essentiels », qui donne l'impression qu'ils sont destinés à nos besoins humains, est si ambigu et si souple qu'il n'entrave pas les besoins du capital.

que le problème. En ce sens, bien que l'impact social de cette pandémie résultant du déploiement terroriste développé par les États soit évident, nous ne disposons pas encore d'éléments permettant d'évaluer l'impact direct du COVID-19 au niveau biologique sur notre santé. Les données dont nous disposons sont celles que fournissent les différents appareils du capitalisme mondial (OMS, États, organismes scientifiques...), qui pour nous ne sont évidemment pas fiables car n'importe quel État peut gonfler ou dissimuler ses statistiques. Il est évident que les prolétaires des maisons de retraite, des prisons, des hôpitaux psychiatriques... également dénoncent le fait que ces centres deviennent, plus que jamais, des centres d'extermination. Or, la question fondamentale à prendre en compte, c'est que le capitalisme mondial n'a jamais pris de mesures similaires malgré la catastrophe généralisée qui se matérialise et s'exprime dans des milliers de domaines (pandémies, maladies, famines, catastrophe écologique...)²

Pour nous, les mesures contre le coronavirus n'ont rien d'humain. L'État sème la peur et l'impuissance parmi une population atomisée pour se présenter comme le protecteur omnipotent de l'humanité. Il appelle à l'unité de tous afin d'assumer ensemble la lutte contre cet ennemi, de faire les sacrifices nécessaires, de s'associer à tout ce qui est dicté par les autorités, de se soumettre aux directives et aux ordres des différents appareils d'État.

Tout ce spectacle impressionnant crée une couverture indispensable. Cette histoire de la défense de la santé, ça ne colle pas. Nous savons que la mort et la catastrophe généralisées sont l'essence même de ce mode de production et de reproduction, où la vie humaine et la planète ne sont que des moyens de valorisation, et où le capital n'en a rien à foutre du bien-être humain. Bien que les différentes formes de gestion bourgeoise établissent des limites afin de ne pas détruire totalement le support

² Nous ne pensons pas qu'il soit pertinent d'approfondir dans ce texte des questions liées à l'origine spécifique du COVID-19. Premièrement, parce que nous ne pouvons rien affirmer clairement car nous n'avons pas assez d'éléments pour le faire, et deuxièmement, parce que le plus important c'est de comprendre que la production et la diffusion des pandémies actuelles sont le résultat du mode de production et de circulation capitaliste. Voir à ce sujet : *Contagion sociale - Guerre de classe microbiologique en Chine*, du groupe Chuang (dndf.org/?p=18327) et *Les pandémies du capital* (barbaria.net/2020/03/29/les-pandemies-du-capital/) du groupe Barbaria.

matériel de la valorisation, la déprédation de ces supports, leur détérioration et leur destruction finissent par dépasser toutes les limites, puisque c'est la forme naturelle sous laquelle la vie se développe dans le capitalisme. La destruction de la planète et de ses habitants, la mort inéluctable et croissante de millions d'êtres humains par la faim, par les guerres, par les pandémies, par la toxicité, par le travail, par la famine, par les suicides et plus encore, n'ont jamais été un problème à résoudre pour le capitalisme, mais plutôt des dommages collatéraux ou, mieux encore, sa mode de développement spécifique.

Les campagnes de « solidarité », la recherche et le développement scientifique et médical, ou toute autre mesure législative, sont les moyens par lesquels le capital applique ses « solutions » à toutes les préoccupations que génèrent ces grands problèmes dont l'humanité souffre sous la tyrannie de la valeur. Même si nous utilisons les mêmes critères restreints et trompeurs que ceux utilisés par la science pour justifier les mesures prises aujourd'hui de manière généralisée,³ c'est-à-dire l'existence d'un virus qui menace la santé de la société, nous savons que dans chacun des pays où ces « mesures pour contenir le coronavirus » sont déployées, l'existence, selon les données officielles elles-mêmes, d'autres virus ayant un grand impact sur la santé n'a jamais été une source de grande préoccupation. Cela ne signifie pas que l'État n'est pas obligé d'intervenir en cas de catastrophe spécifique, comme il l'a fait à plusieurs reprises, ce dont il profite toujours pour introduire des mesures qui, autrement, entraîneraient résistances et révoltes.

Il est donc clair pour nous que toutes les mesures que le capital déploie actuellement pour « lutter contre la pandémie du coronavirus » n'ont pas pour objectif notre santé, notre prise en charge et notre bien-être. Il convient de se demander pourquoi le capitalisme a créé cet état de guerre dans ce cas particulier et, plus impor-

tant encore, ce que nous faisons en tant que prolétaires et révolutionnaires dans cette situation.

Nous n'avons aucun doute. La guerre contre le coronavirus est une guerre contre le prolétariat mondial. Les mesures étatiques justifiées par la pandémie de coronavirus constituent un saut qualitatif décisif et homogène dans la contre-insurrection mondiale et dans les tentatives bourgeoises d'initier un nouveau cycle d'accumulation du capital. Et face à cette guerre, le prolétariat n'a que deux issues : soit y sacrifier sa vie, soit s'y opposer pour défendre ses besoins humains.

Il est vrai que nous vivons dans un système social habitué à l'enfermement. Confiner la nourriture et les besoins essentiels, s'enfermer dans des appartements, dans des voitures, dans des centres commerciaux, dans des centres de domestication pour enfants, sur les lieux de travail, dans des maisons de retraite, dans des centres sanitaires, dans des centres pénitentiaires, dans des centres de loisirs ou de vacances... et ces mesures donnent un tour de vis supplémentaire à ce système d'isolement et de privatisation, transformant le monde en un grand camp de concentration.⁴ Mais on ne peut pas ignorer que tout cela se produit précisément au moment où la catastrophe capitaliste atteint de nouveaux sommets, où l'antagonisme entre la vie et le capital arrive à des niveaux encore plus insoutenables que par le passé. La destruction de la Terre, la déprédation de ses ressources, l'empoisonnement de tout ce qui existe, l'exacerbation de tous les mécanismes d'exploitation et de spoliation de l'être humain et de tout le milieu naturel, qui sont des aspects inhérents à ce mode de production de l'espèce déterminé par l'économie, ont atteint des niveaux insupportables pour la simple existence des êtres vivants. La dynamique même de valorisation du capital, dans laquelle celui-ci a de plus en plus de difficultés à renouveler ses cycles de reproduction en raison de la dévalorisation croissante qui lui est congénitale, porte les contradictions de ce système social à ses limites. Nous marchons vers une dévalorisation sans précédent. L'effondrement du capital fictif, qui maintenait les cycles de reproduction capitalistes avec des punaises, se profile à l'horizon. La crise financière de ces dernières années, dont la première grande explosion a eu lieu en 2008, exprime l'épuisement du mécanisme de respiration artificielle qui maintenait l'économie mondiale en vie. Au-

3 Nous tenons à préciser, sans pour autant rentrer dans plus de détails dans le cadre de ce petit texte, que non seulement nous rejetons le fait que guérir une maladie soit un acte médical, comme le système de santé du capital et la médecine « officielle » voudrait nous le faire croire, mais que notre conception de ce qu'est une maladie, un virus, et plus généralement notre conception de ce qu'est la santé, se situe aux antipodes de la science. Assurément, si la science sert à quelque chose, c'est bien à développer les conditions nécessaires pour que le capitalisme continue à fonctionner, continue à tout anéantir et à tout écraser, à franchir les obstacles, à dépasser les limites, etc. Ses différentes articulations permettent l'adaptation et la phagocytose du capital. Cela ne signifie pas que nous cautionnions ou proposons un système ou une approche « alternative ». Le système technoscientifique est prompt à condamner ses détracteurs sous l'étiquette de « pseudoscience », mais notre critique du système de connaissance dominant et totalitaire dans la société capitaliste met également en évidence les phénomènes qui sont catalogués de cette manière. De plus, ces « thérapies alternatives » agissent toujours davantage comme des soupapes de sécurité et des techniques complémentaires à la « médecine officielle ».

4 Il est clair que ce grand camp de concentration n'est pas pareil pour tout le monde. Cela se traduit non seulement dans des aspects concernant le travail, mais le confinement lui-même est vécu d'une manière totalement différente. Rappelons-nous la campagne « Restez chez vous », promue au moyen de vidéos dans lesquelles certaines célébrités, depuis leurs « petits jardins » ou de l'intérieur de leurs « modestes villas », haranguaient sur le fait que nous devons rester à la maison ; des milliers de citoyens les ont reproduites depuis les boîtes d'allumettes dans lesquelles ils vivent.

jour d'hui, alors que tout le capital est soutenu sur la base de la reproduction incessante du capital fictif, de tonnes de dettes et de toutes sortes d'injections financières qui permettent au capital de continuer à sucer le sang du prolétariat mondial, la bourgeoisie commence à prendre conscience que la fiction ne peut pas échapper à la logique même sur laquelle elle s'est construite, qu'elle ne peut pas se débarrasser de la loi de la valeur, et toute cette gigantesque accumulation de capital se précipite vers son écroulement.

Bien sûr et avant tout, nous ne pouvons pas ignorer une autre question encore plus décisive. Toute cette « guerre contre le coronavirus » se déroule précisément au moment où la catastrophe, que la bourgeoisie fait peser sur les épaules du prolétariat, annonce de grands bouleversements déjà augurés par les vagues de luttes qui ont convergé en 2019 et début 2020 dans des dizaines de pays.⁵ Le déclenchement d'un incendie qui va balayer tout l'ordre capitaliste est un problème qui revient à l'ordre du jour dans les milieux de la bourgeoisie et un espoir qui revient dans le cœur des prolétaires.

C'est pourquoi les opérations contre-insurrectionnelles se multiplient dans le monde entier depuis des années. Bien que tous les manuels contre l'insurrection aient pour fondement la destruction de l'autonomie du prolétariat, les formes par lesquelles cela s'est matérialisé au cours de l'histoire ont été multiples. La guerre impérialiste, qui n'a pas cessé de se développer, a toujours été le recours par excellence pour transformer l'antagonisme de classe en une lutte entre fractions bourgeoises, en restaurant l'unité nationale face à un ennemi extérieur, en détruisant les irréductibles, en donnant un nouveau tour de vis aux conditions misérables du prolétariat – en imposant des sacrifices de guerre et d'après-guerre – et en générant une destruction, matérielle et humaine, suffisamment large pour dynamiser le processus de reproduction capitaliste en ouvrant une nouvelle phase d'expansion.

La pandémie du coronavirus présente toutes les caractéristiques de la guerre impérialiste : l'ennemi extérieur, l'unité nationale, l'économie de guerre, les sacrifices pour la patrie ou le « bien commun », les collaborateurs, les morts, la restructuration économique, etc.⁶

5 Voir notre texte *Révolte internationale contre le capitalisme mondial* (fr.proletariosinternacionalistas.org/revolte-internationale/)

6 Nous ne faisons pas seulement référence aux décès qui sont associés au COVID-19 par les États, mais nous incluons ceux générés par l'État avec ses mesures. Certains camarades se demandent s'il faut aussi la qualifier de guerre chimique directement dirigée contre le prolétariat (ce qui n'implique pas de parler de préméditation – même si nous savons que notre ennemi l'a déjà utilisée dans le passé et n'a pas cessé de développer la recherche dans ce domaine – mais plutôt de son effet objectif), en particulier contre les secteurs que le capital considère comme improductifs et qui pèsent lourdement sur les caisses de l'État ; et

Comme toutes les guerres impérialistes, celle-ci entraîne des pertes importantes à court terme (même si certains secteurs voient leurs profits monter en flèche), mais elle contient les bases matérielles pour générer une nouvelle phase d'accumulation. Ce processus de réanimation du capital moribond, qui est appliqué sous le couvert de la guerre contre le coronavirus et qui implique l'attaque des conditions de vie du prolétariat, entraîne l'impulsion d'une nouvelle phase d'accumulation qui ne peut se développer que sur une destruction de capital aux dimensions et aux conséquences sans précédent et inconnues. Il est clair que dans une dynamique où le capital fictif représente l'axe où l'accumulation est l'élément fondamental, la destruction partira de ce terrain. La paralysie partielle et temporaire actuelle de la production et de la circulation des marchandises nécessite des quantités inhabituelles de capital fictif afin de maintenir le tissu social, en plus de la centralisation d'une grande partie du capital dans les secteurs militaire et sanitaire. Cependant, ce flot de fiction pour pallier la paralysie du marché, qui contenait déjà une suraccumulation insoutenable de capital fictif mais qui circulait en grande partie exclusivement par le biais des marchés financiers, implique le déversement d'énormes masses de fiction depuis ces marchés financiers dans l'échange mercantile effectif ; ce qui expose tout ce capital à la destruction par la correction coercitive que le marché réalisera, tôt ou tard, par rapport au signe de la valeur. C'est-à-dire que la dévaluation de la monnaie, l'imposition despotique d'une loi que la bourgeoisie pensait avoir contournée, va créer une dévalorisation sans précédent qui impliquera la faillite générale des entreprises, des États, l'annulation massive des dettes et, bien sûr, la tentative bourgeoise de restructuration globale de tout le capital (en se centralisant dans de nouveaux domaines, en purgeant d'autres, en consolidant de nouveaux mécanismes de circulation...), en essayant de relancer un nouveau cycle d'accumulation.

Il est évident que ce contexte ne peut se développer d'abord et avant tout qu'en faisant avaler au prolétariat un sacrifice qui le conviera à un effondrement massif, qui généralisera partout des conditions de survie de plus en plus impossibles à supporter. D'autre part, cela le poussera aussi à se rebeller, à défendre ses besoins face à la catastrophe du capital. Tel est le futur que le capitalisme mondial réserve à l'humanité : exacerbation de la catastrophe ou révolution.⁷

ce sont précisément ces secteurs que le coronavirus frappe : les personnes âgées, les prisonniers, les immunodéficients...

7 Nous ne prétendons pas que ce processus va se développer immédiatement, mais nous affirmons effectivement que dans le cadre de « la pandémie du coronavirus » ce processus a amorcé un saut qualitatif vers son déroulement.

Dans ce contexte, on comprend mieux les actions de tous les Etats, on comprend le confinement, la descente de l'armée dans les rues, le contrôle, la surveillance de la population, le serrage de ceinture pour tous les prolétaires et l'annonce par l'État des pires sacrifices à venir. L'État évalue la réaction du prolétariat face à l'état d'urgence et parvient à faire reculer momentanément les manifestations et révoltes qui se développent comme en France, en Iran, en Irak, au Liban, en Algérie, à Hong Kong, au Chili, etc. Au Chili, avant même que les chiffres officiels de l'État ne puissent fournir un seul cadavre, et avant que des mesures sanitaires ne soient mises en œuvre, l'État a déclaré l'état d'urgence. De cette manière, les États utilisent la pandémie pour rétablir la paix sociale dans les zones où se sont produites des manifestations et des révoltes ces dernières années, tout en déployant ailleurs un environnement propice à la répression des protestations contre les mesures de détérioration de la vie qui sont en préparation, en vérifiant ainsi la capacité de contrôle social dont ils disposent sur leur territoire, où des foyers de rébellion sont concentrés, quels aspects améliorer pour garantir la surveillance et le contrôle du territoire, etc.

Tout au long de l'histoire du capitalisme, à mesure qu'il imposait de nouveaux ajustements et de nouveaux tours de vis à l'exploitation, il y a eu une succession de résistances plus ou moins collectives, de révoltes et d'insurrections. C'est pourquoi, il est surprenant de constater, dans un premier temps, que le prolétariat accepte massivement les mesures appliquées par les États, facilité sans doute par la situation nouvelle dans laquelle il se trouve et la force médiatique de l'appareil d'État. Cependant, certains prolétaires ont annoncé par leurs premières répliques à toutes ces mesures, leur refus de suivre le son des trompettes de l'État, de se soumettre au régime de terreur et d'accepter la dégradation de leurs conditions de vie. Peu à peu, nous voyons comment les gestes, les cris, les mobilisations et les protestations commencent à se reproduire.

Malgré les conditions difficiles que l'État impose, à travers le confinement et l'isolement, notre classe tente d'organiser sa réponse à l'attaque lancée par l'État. Ce ne sont pas seulement de petits actes de désobéissance qui se reproduisent, que l'État réprime par des amendes, des arrestations et des accusations de manque de solidarité (comme les vieux qui se promènent avec une baguette de pain, les parents qui rassemblent les enfants dans les maisons de ceux qui ont le plus grand jardin, les jeunes qui se promènent dans les bois sous prétexte de chercher du bois de chauffage, ceux qui remettent en question la version officielle sur les questions de santé, ceux qui mettent en garde contre les contrôles et signalent les mouchards, ceux qui inventent toutes sortes de ruses et d'astuces... des actes qui expriment tous notre besoin le plus humain de briser l'emprisonnement

et qui invitent à rompre l'isolement), mais il y a aussi des protestations et des affrontements dans les rues.

La province du Hubei, premier lieu à être soumis à l'état d'urgence, connaît des protestations et des affrontements dans plusieurs villes. Aux Philippines, le confinement est remis en question par des manifestations exigeant de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. En Algérie, les prolétaires refusent de suspendre les manifestations qui se sont enchaînées les unes après les autres bien avant le confinement. En Inde, les travailleurs migrants se sont affrontés à la police. En Italie, des actions sont organisées au cri de « Nous devons ensemble reprendre ce qu'ils nous prennent ». Les mutineries dans les prisons et les centres de détention pour immigrés clandestins se déplacent de pays en pays. Les pillages et l'appel à ne pas payer de loyers, ainsi que les grèves de ceux qui continuent à travailler, commencent également à s'implanter dans certains endroits. Comme les réseaux d'entraide et les caisses de résistance.

Les différents États-nations tentent de surmonter ou de contenir ces protestations en tirant parti des possibilités offertes par l'état d'urgence. Le président des Philippines a été clair à ce sujet lorsqu'il a déclaré que toute personne qui se soustrait au confinement sera exécutée. D'autre part, ils ont annoncé de petites concessions comme la libération temporaire de 100 000 prisonniers en Iran, ou la création de chèques sociaux pour la nourriture en Italie. D'autres États, essayant d'anticiper les protestations, jettent de misérables carottes qui, nous en sommes convaincus, ne serviront ni à apaiser la faim ni à satisfaire les vastes besoins réprimés depuis des siècles par un capitalisme qui prend aujourd'hui une nouvelle tournure encore plus insupportable.

Ces premières escarmouches organisées contre l'état d'urgence mondial démontrent que le prolétariat ne restera pas enfermé à la maison, qu'il ne se laissera pas mener à l'abattoir, ni qu'il acceptera de se sacrifier pour l'économie. Mais nous devons organiser toute cette réplique au niveau international et l'approfondir jusqu'au cœur de la bête capitaliste. Faire changer la peur de camp, que la panique s'installe dans les rangs de la bourgeoisie. Que la peur de la pandémie du coronavirus se transforme en peur de la pandémie de la révolution.

**La guerre contre le coronavirus est
une guerre contre le prolétariat mondial !**

**Imposons nos besoins humains
aux besoins du capitalisme mondial !**

2 avril 2020

Prolétaires Internationalistes
www.proletariosinternacionalistas.org
info@proletariosinternacionalistas.org